La Lettre du C.D.E.S.
ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs
10francs-N°46
Mai - Juin

**"Perte de sens, perte d'espoir.
Voilà leur succès! Voilà leur pouvoir!
Voilà nos chaînes!"**

ADRESSES

Association Internationale des Travailleurs:
A.I.T.
Alberto Palacios 2,
28021 Madrid-Espagne

Confédération Nationale du Travail:
Le Bureau Confédéral est l'agent d'éxécution et de liaison de la CNT, pour tout contact sur le plan national s'adresser à:
C.N.T. (B.C.), B.P.116
72 003 Le Mans Cedex

Unions Régionales:
Les U.R. sont l'expression de la CNT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:
C.N.T., B.P. 116
72 003 Le Mans cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Aquitaine:
C.N.T., B.P. 511
64010 Pau Cedex
(Secrétariat Régional).

U.R. Midi-Pyrénées:
C.N.T., 7 rue St Remesy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional).

U.R. Méditerranée:
C.N.T., Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'académie,
13001 Marseille
(Secrétariat Régional).

U.R. Normandie:
C.N.T., B.P. 2010,
14089 Caen Cedex 6
(Secrétariat Régional).

U.R. Paris & Nord:
C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue Dejean, 80000 Amiens.

Dans l'Est:
C.N.T., C/o C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhônes-Alpes:
C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

ON PEUT FAIRE RECULER LE LIBERALISME 2

Le 7 avril 97, date historique ? Pourquoi pas: c'est la première fois en France qu'un péage est aboli sous la pression de la population. Fini les *clients* , se sont les *usagers du service public gratuit* qui ont gagné la lutte

Source d'immenses profits pour la caste possédante (patrons et Etat), la voiture individuelle est privilégiée depuis des décennies par les pouvoirs publics au détriment d'autres solutions (transports en communs, véhicules collectifs...). En même temps, l'organisation de l'espace géographique qui nous est imposée nous oblige à de multiples déplacements (de la banlieue dortoir au travail, ...). Nous sommes ainsi des millions, chaque jour, à faire des trajets en voiture car souvent il n'existe pas, surtout en province, d'alternative réelle à cela.

Certains ont vu dans cette situation l'occasion facile de juteux profits : il suffit tout simplement d'interposer sur le trajet domicile-travail un péage obligatoire et le tour est joué. C'est ce qui se fait à la sortie de nombreuses villes. C'est ce qui s'est fait à la sortie sud de Toulouse, à Roques-sur-Garonne. Les A.S.F. (Autoroutes du Sud de la France) y ont construit 1,1 km d'autoroute et les utilisateurs devaient payer 5 francs à chaque passage. Bénéfice escompté : 140 millions de francs par an pendant 30 ans ! Rentabilité énorme quand on sait que la construction des mille cents mètres d'autoroute était évaluée lors des premières études à 67,3 millions de francs. Les A.S.F. espéraient donc récupérer 59 fois leur mise !

C'était compter sans la détermination d'habitants peu désireux de se laisser gentiment tondre. Pendant plus de quatre ans ils ont harcelé les A.S.F.

Chose très importante, ils se sont mis dès le début à l'abri des diverses pressions politiques en assurant l'indépendance financière de leur mouvement (fondée sur les cotisations et sur une souscription individuelle). Et puis les choses se sont organisées : boycott massif du péage, en faisant le choix des embouteillages monstres par les petites routes plutôt que de céder au racket; pétitions massivement diffusées dans toute l'agglomération; élargissement de la lutte à la défense du service public; refus massif d'une solution intermédiaire négociée (abonnement à 100 F) lucidement perçue comme une manoeuvre de division; importantes manifestations mensuelles (de 800 à 4500 personnes suivant les cas), maintien d'une ambiance conviviale malgré toutes les difficultés... et surtout, surtout, **levée des barrières du péage quotidiennement depuis un an par les membres du collectif (malgré la très forte pression policière). Des milliers de voiture sont passées grâce à cela gratuitement, au nez à la barbe des péageurs, tous les jours.**

En fin de compte, l'Etat et les A.S.F. ont jeté l'éponge en acceptant le 7 avril 97 de vendre (aux collectivités locales, avec la participation financière des supermarchés de la zone) le tronçon d'autoroute concerné qui, de ce fait, deviendra public et gratuit le 1er janvier 98.

Indubitablement, il s'agit d'une importante défaite pour les tenants du libéralisme, pour tous ceux qui pensent que les gens sont des "clients", que les choses doivent être la propriété privée de quelques uns et que tout -le droit de circuler, et bientôt si l'on n'y prend garde le droit de respirer- doit se vendre et s'acheter. Ce qui a triomphé ici, ce sont les valeurs opposées : celles d'usager, de service public, de gratuité pour tous. C'est un exemple qui doit être suivi dans ses finalités comme dans ses méthodes, partout où nous sommes rançonnés.

Car, si cela a "marché", c'est que, pour l'essentiel de la lutte, c'est toute une population qui a fait de l'action directe, c'est-à-dire qu'elle a pris son affaire en main, directement, sans passer par les intermédiaires habituels. Si le péage de Roques disparaît, c'est parce qu'il y a eu plusieurs centaines de personnes pour aller lever les barrières, c'est parce que ces personnes ont su donner une base sociale réelle à leur mouvement en refusant la politisation par la création d'un collectif d'individus ouvert à tous. C'est parce que des milliers et des milliers de personnes se sont mobilisées.

Papy

Aux urnes, citoyens ! Une fois de plus, le débat politique et social est ramené à sa plus petite dimension: le choix d'un bulletin de vote... Après quoi, le bon citoyen n'aura plus qu'à la fermer pendant cinq ans.

DONNER SA VOIX

On devrait s'en foutre puisqu'on n'ira pas voter. "Les élections passent, les problèmes restent", la CNT en a même fait une belle affiche noire et rouge pour égayer la cité, la fac, l'usine ou le bureau. Il n'empêche que le dernier micmac électoral de la clique gouvernementale n'en finit plus d'étonner tant cela suinte le mépris, le cynisme, et le calcul boutiquier.

Les affaires de fric du RPR qui gonflent; le programme des socialistes qui pue l'ennui et la misère, les résultats économiques des mois à venir qui s'annoncent catastrophiques, la volonté de serrer encore la vis pour construire l'Europe du fric, l'Europe de "ma trique", voilà les vrais motivations de la dissolution de l'assemblée nationale. Les princes du moment ont fait leurs petits calculs, leurs sondages, leurs estimations. Et la conclusion est simple. Si les élections ont lieu maintenant, la droite a de fortes chances de garder le pouvoir. Tandis que s'ils attendent mi-98, les français en auront tellement marre qu'ils voteront à coup sûr pour la gauche. Pour avoir un nouveau chèque en blanc de 5 ans, mieux vaut faire veauter les français maintenant.

Même si elle pense qu'elle perdra 150 députés dans la magouille, la droite estime qu'elle conservera encore la majorité avec plus de 290 députés. Et puis, quoiqu'il arrive, le roi Chirac gardera son trône pour 5 ans encore. Mitterrand a bien montré lors de la première cohabitation que l'on peut toujours s'entendre entre coquins.

On devrait s'en foutre puisqu'on n'ira pas voter. N'empêche ! Ça a de plus en plus à voir avec une république bananière. A la grosseur des mensonges et de la démagogie, on devine le mépris pour le peuple. A l'ampleur des arnaques politico-financières, on mesure l'âpreté au gain et l'impunité dont bénéficient nos princes. S'il est vrai que la bourgeoisie, en domestiquant le monde politico-médiatique a trouvé là, avec le rite des élections, le moyen le plus économique d'assurer la mise en laisse des citoyens, l'arnaque à la démocratie par les urnes atteint des sommets rarement égalés. Car l'ignoble de la situation n'est pas tant que les politicards mentent davantage, trichent en se cachant de moins en moins, arnaquent de plus en plus ouvertement. Non, l'ignoble, c'est qu'une majorité de Français ira quand même voter. Perte de sens, perte d'espoir. Voilà leur succès ! Voilà leur pouvoir ! Voilà nos chaînes !

Une banque d'état dilapide en 5 ans l'équivalent de 40% de l'impôt sur le revenu, et alors ? Un premier ministre loge ses gosses en HLM de luxe, et alors ? Un ancien chef de cabinet (L. Shweitzer, PDG de Renault) d'un premier ministre socialiste (Fabius) licencie à tour de bras pour appliquer les idées de la droite, et alors ? Des députés se votent des lois d'auto-amnistie, et alors ? Une assemblée nationale accorde 2 fois plus de fric pour fêter l'an 2000 (2 à 3 milliards de francs) que pour assurer la "cohésion sociale", et alors ? On dépasse les 3 millions de chômeurs officiels et les 24% de profits boursier, et alors ?

Alors rien. Les affaires se succèdent, l'exclusion grandit, la soumission aussi. Quelques sous-ministres font de la prison de luxe à mi-temps (voir Tapie), les autres s'en tirent avec un non-lieu, ou sont même blanchis. Quelques sociologues, économistes, ou philosophes viennent nous apprendre à accepter, à nous soumettre. Et la fête du capitalisme rénové continue.

On devrait s'en foutre puisqu'on n'ira pas voter. Qu'ils votent pour la droite de Juppé, celle qui a signé le plan de destruction de la sécurité sociale et les lois racistes de Débré, ou qu'ils votent pour la gauche de Jospin, celle qui a signé les accord de "ma trique" et qui a inventé les Charters Cresson, les français seront bernés, volés, humiliés. Quand au chantage au fascisme borgne du FN (voter pour faire barrage à Le Pen), le front républicain comme ils l'appellent a prouvé sa couardise. C'est sous le règne de Mitterrand que le parti de Le Pen a été intronisé "parti démocratique". C'est sous le règne de Chirac qu'ont été votées les lois Debré après les lois Pasqua.

On devrait s'en foutre, mais c'est plus fort que nous. On ne pourra pas s'empêcher de leur expliquer que donner sa voix rend muet, d'autant que les élus sont sourds, c'est bien connu.

On expliquera encore et encore que les élections sont une mascarade, une arnaque de nantis, un abus de pouvoir, un hold-up à la vie, à la responsabilité, à la liberté. Abstention, abstention active, voilà ce qu'il faut dire, crier, hurler. L'avenir de la démocratie est dans nos luttes quotidiennes, dans notre capacité de refus de ce monde archaïque où les uns s'engraissent de la misère des autres. Entraide, solidarité à la base, prise en main de notre vie, de nos espoirs, de notre futur, c'est cela la vraie démocratie.

REND MUET

En dehors de l'impression, le C.S. est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents de la C.N.T., chômeurs ou salariés après leur journée de travail.

SOLIDARITE AVEC OLIVIER

Lors de la manifestation du mardi 25 février 1997 contre les lois de Debré et la venue de B. Mégret à Toulouse, O. Martin, militant du Syndicat Interco C.N.T.-A.I.T. de Toulouse, s'était interposé lorsqu'un jeune maghrébin était entraîné de force par deux personnages de forte corpulence. Il s'agissait en fait de policiers ne portant aucun signe distinctif permettant de les identifier, comme des témoins l'ont certifié au cours du procès. En outre comme l'ont confirmé d'autres témoins, Olivier n'a porté aucun coup sur qui que ce soit. Le jeudi 27 mars, O. Martin a comparu devant le tribunal correctionnel de Toulouse. La C.N.T. avait appelé à un rassemblement devant le tribunal. Plusieurs centaines de personnes y ont participé. Par ailleurs, une pétition demandant sa relaxe a été signée par un millier de personnes. Malgré cela, Olivier Martin a été inculpé de violences et insultes à agent de la force publique et a été très lourdement condamné à 18 mois de prison dont 9 mois ferme. Il a fait appel de cette condamnation et reste en liberté provisoire en attendant le jugement.

Un comité de soutien (constitué d'individus et non d'organisations) s'est créé. Il s'est fixé comme première tâche une diffusion plus large d'une pétition accompagnée d'un texte explicatif, afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique. Par ailleurs, il lance une souscription de soutien à Olivier Martin.

La position du Syndicat Interco de Toulouse, conformément à ses principes se traduit par un appel lancé aux individus pour qu'ils se mobilisent et s'organisent. C'est pourquoi des militants du syndicat participeront à titre individuel au comité de soutien à Olivier ainsi que par la distribution de tracts et des actions de soutien propres au syndicat qui de plus, analysera et se positionnera par rapport aux initiatives proposées par le comité. Pour tous vos dons : C.C.P. C.N.T. 31757H Toulouse (Précisez "Solidarité")

IMMIGRATION:

REPONSE AUX MENSONGES RACISTES

Réalisée par la C.N.T.-A.I.T. du Doubs, cette brochure, véritable mine de renseignements, constitue une excellente réponse à tous ceux qui ont été contaminés par des propos du style: "Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme, et qui ensemble gagnent environ 15 000 francs, qui voit sur le bas du palier à côté de son H.L.M., entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales sans naturellement travailler, si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, et bien le travailler français, sur le palier, il devient fou" (Jacques Chirac).

Un argumentaire que l'on ne saurait trop conseiller à tous ceux qui sont saturés par les mensonges racistes. (20 F.)

CNT/CESL, BP 121,
25014 Besançon Cédex.

CREATION DE SYNDICAT:

L'Uion régionale de Midi-Pyrénées porte à la connaissance de tous la création du syndicat C.N.T.-A.I.T. du Quercy-Rouergue.
(Ecrire à Toulouse qui transmettra)

LE CHAT D'EMILE:

Sous ce titre, le syndicat C.N.T.-A.I.T. de TARBES vient d'éditer un bulletin qui fourmille d'informations.

LES CAHIERS DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

Edités par l''Union régionale Normandie-Bretagne de la C.N.T.-A.I.T., chaque "cahier" est disponible au prix de 10 francs (port compris).
C.N.T.-A.I.T., B.P. 2010, 14089, CAEN CEDEX 6

- N°1: "La Charte du Syndicalisme révolutionnaire" (Charte de Paris) et la "Déclaration de principes de l'A.I.T." - "Anarcho-syndicalisme et anarchisme" - rapport de Pierre BESNARD au Congrès anarchiste international de 1937.
- N°2: "Du syndicalisme révolutionnaire à la révolution" par René VILLARD.
- N°3 :"L'idée des Soviets" par Pano VASSILIEV.
- N°4 : "C.N.T. et antimilitarisme".
- N°5 : "Réflexions sur le chômage".
- N°6 : "Le Monde nouveau", schéma d'organisation d'une société anarchiste (1ere partie) par Pierre BESNARD.
- N°7 : "Le Monde nouveau" (2éme partie).
- N°8 : Anarcho-syndicalisme et autonomie populaire.
- N°9 : "La pensée politique d'Albert Camus" par Marin PROGRESO.
- N°10 : "A propos des institutions représentatives du personnel".
- N°11 : "La récupération politique dans les mouvements étudiants" par la CLE/CNT de PAU.
- N°12 : "Le revenu social minimum garanti" par le syndicat chômeurs de la CNT-AIT de CAEN.
- N°13 : "L'Action directe" par Emile POUGET.
- N°14 : "Espagne libertaire" par A. et D. PRUDHOMMEAUX.
- N°15 : "Le Sabotage" par Emile POUGET.
- N°16 : "Espagne 36, révolution autogestionnaire".
- N°17 : "Notre place dans le mouvement ouvrier français" par Xavier FROLAN.
- N°18 : "De la Première Internationale à l'Association Internationale des Travailleurs" par Antoine CASTEL.
- N°19 : "Suéde : la S.A.C. et le réformisme libertaire" par Les amis de l'A.I.T. en Suisse.
- N°20 : "Le guide de l'arrêté" par la P.A.D.I.
- N°21 : "Fascisme et travail" par le Syndicat Intercorporatif C.N.T.-A.I.T. de Marseille.
- N°22 : "Les anarchistes : ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas" par Sébastien FAURE. - "Des revendications à l'utopie; techniques de lutte".

La Lettre du C.D.E.S. MIDI-PYRENEES

POUR OU CONTRE LE MAïS TRANSGENIQUE

Au journal télévisé, on nous a annoncé que la culture du maïs transgénique était refusée par la France, et juste après, on nous explique ses avantages : ce maïs serait résistant à la pyrale, chenille qui grignote la tige jusqu'à la faire céder, empêchant la récolte. On a ensuite entendu que les agriculteurs français avaient la grogne d'être "interdits" de maïs transgénique, censé revenir moins cher et leur faire une concurrence déloyale sur le marché. Bref, la France refuse le maïs transgénique, mais pas pour longtemps, on peut prendre les paris... En attendant, voici quelques éclaircissements utiles.

Les enjeux commerciaux :

Le maïs transgénique résistant à la pyrale est fabriqué par Ciba Seeds (Suisse), premier agrochimiste mondial, qui a fusionné avec Sandoz pour former Novartis : deuxième semencier mondial. Ciba prépare aussi du coton, du blé, de l'orge résistants aux insectes... Il se partage le marché des plantes transgéniques avec AgrEvo (Allemagne) et Monsanto (Etats-Unis d'Amérique). Ces deux firmes fabriquant chacune un herbicide total (le Liberty et le Roundup), ont d'abord mis au point des plantes résistantes à leurs herbicides, histoire d'en vendre plus, tout en affirmant qu'il s'agit d'une solution plus respectueuse de l'environnement... Et il faut savoir que le soja RRS, résistant au Roundup, de Monsanto a été autorisé à l'importation en Europe en avril 1996. Monsanto commercialise aussi en Amérique le coton Bollgard, et la pomme de terre Newleaf, censés résister aux insectes ; il prépare aussi un maïs résistant à la pyrale, du coton, du maïs, du colza, de la betterave à sucre résistants au Roundup... AgrEvo possède une gamme de plantes résistantes à son Liberty, dont un colza, déjà cultivé au Canada, un hybride de maïs et une betterave. Tout cela devrait être cultivé en Europe dans un ou deux ans... Sans compter les catastrophes comme celle apparue en amérique latine où le coton transgénique soit disant résistant aux insectes ne l'était finalement pas assez et a été ravagé par ces insectes qui, en présence des produits censés les tuer, se trouvent dans les conditions idéales pour devenir résistants. Encore une fois ça fait marcher le commerce des insecticides... Les grandes firmes phyto-sanitaires ont donc des intérêts non négligeables dans la création de ces plantes modifiées, et il faudrait être bien naïf pour croire qu'elles y mettent autant d'argent pour notre bien-être...

Les enjeux environnementaux:

Ce qui semble avoir déclenché l'interdiction du maïs transgénique est le fait qu'il contienne aussi un gène de résistance à un antibiotique, l'ampicilline, dont certains craignent qu'il ne se transmette aux bactéries qui vivent dans la panse des vaches qui vont le manger. D'autres affirment que ça n'a pratiquement aucune chance de se produire. Il est évident qu'on ne pourra jamais empêcher les gènes incorporés artificiellement dans les plantes transgéniques de se balader dans la nature, ce qui veut dire transmission de gènes (donc de résistance à des insectes, à des antibiotiques, des herbicides...) à des plantes non cultivées, des bactéries, des virus,..., sans avoir aucune idée des conséquences de ces "voyages" de gènes sur l'environnement ou la santé. C'est le flou artistique... Et ce "flou artistique" rappelle méchamment celui qui a régné trop longtemps sur l'amiante, le sang contaminé, l'ESB...

Finalement, on fabrique des plantes avec des propriétés "intéressantes", et on se dépêche de les commercialiser, avant d'avoir évalué les problèmes éventuels de contamination de l'environnement, ou de santé humaine, et bien sûr sans aucun débat public pour décider des risques qu'on accepte de prendre. C'est comme avec le nucléaire : un bon public est un public qui consomme en silence. Parce que les véritables enjeux sont économiques, la loi du marché étant depuis longtemps la seule véritable loi universelle.

Et ne rêvons pas : nous ne sommes pas prêts de savoir si ce que nous mangeons est issu ou non de cultures transgéniques, car le règlement sur l'étiquetage de ces produits, adopté par l'Europe en janvier, n'oblige à informer les consommateurs bêlants que nous sommes que si cela a modifié les "propriétés ou caractéristiques" de l'aliment. Une huile extraite d'un maïs résistant à un herbicide, par exemple, ne sera pas signalée. Quant à boycotter les produits issus de végétaux transgéniques, bon courage : l'huile de soja sert à fabriquer la lécithine, qui entre dans la composition de presque tout (margarine, hareng fumé, "viande", aliments pour bébés, bonbons, gâteaux, pâtisseries, chocolat, etc, etc...).

Je me demande bien quand les recherches s'orienteront vers une agriculture à dimension humaine plutôt que de chercher à faire du fric en nous infestant de produits artificiels et douteux.

Corine

TROP HANDICAPEE POUR TRAVAILLER, PAS ASSEZ HANDICAPEE POUR ETRE INDEMNISÉE

Je viens dénoncer un rejet de société au sujet d'un règlement de pension d'invalidité ou d'allocation adulte handicapé.

En 1992, j'ai été opérée d'une éventration, suite à celle-ci, le 11 novembre 1992, l'ASSEDIC m'a radiée de ses services après m'avoir versé une allocation de base de 70 francs par jour. Entre temps, j'ai effectué des démarches pour rechercher un emploi. La maison de retraite de Négrepelisse (Tarn & Garonne) cherchait une employée comme Aide soignante hospitalière. Après m'être renseignée au sujet de cette annonce, l'ASSEDIC m'a avertie de l'impossibilité d'obtenir cet emploi, car j'étais déclarée **"inapte à occuper un emploi"** par la direction départementale du travail.

Depuis ce jour, je me trouve sans ressources et sans sécurité sociale. Suite à plusieurs contrôles passés à Toulouse, à la COTOREP, les médecins m'ont déclarée à 40 % d'invalidité, toujours sans aucune pension.

Suite au refus de l'acception de mon allocation adulte handicapé (AAH) ainsi que la formation professionnelle, nous avons formé des requêtes, plutôt des appels, pour obtenir des décisions favorables à mon cas, puisque, autant les assistantes sociales que le médiateur que nous avons rencontré avec mon époux m'ont donné bon espoir sur mon dossier malgré certaines anomalies administratives.

Sans aucune évolution favorable, malgré mon aggravation médicale et surtout mes deux séjours en milieu psychiatrique, suite à des dépressions nerveuses, à la clinique du Dr Beck à Fronton (31), j'ai pris la décision de me rendre seule à l'inspection du travail pour obtenir un entretien avec la personne s'occupant de mon dossier depuis 1992.

Cet entretien s'est très mal passé, car ce monsieur malgré sa connaissance de mon dossier, s'est permis de m'accuser de me déclencher psychologiquement mon ostéoporose ainsi que les autres problèmes de santé, tout ceci, bien évidemment verbalement et en spécifiant que j'étais en fait apte à travailler. Ce monsieur est allé jusqu'à me proposer un C.E.S. dans une maison de retraite.

A ce jour, mon dossier n'a pas évolué d'un pouce.

Je n'ai peut-être pas été très claire dans mes explications mais je me tiens à votre disposition.Je pense qu'en France, il n'y a pas de guerre, mais une grande injustice pour les "petites gens" et le combat contre l'Etat-administration, c'est toujours le pot de terre contre le pot de fer.

Carmen Monsalve

PAS D'INTERIM POUR LA MORT

Employé comme manoeuvre sur le chantier de l'église des Minimes, David Costecèque tombait de la toiture de cette église le 19 octobre 92 "La lettre du CDES" avait à l'époque analysé cet accident,conséquence typique de conditions de travail dangereuses.

En particulier, on rappellera que l'absence de qualification de l'intéressé aux métiers du bâtiment (il était en fait étudiant et ne travaillait que ponctuellement) n'avait pas été compensée par la plus élémentaire formation à la sécurité. De même, les mesures de sécurité passives normales (harnais de sécurité..) étaient absentes sur un chantier à l'évidence dangereux.

David Costecèque est mort de ces inconséquences. Il avait 23 ans.

Le directeur de l'agence d'intérim qui l'employait, poursuivi pour di verses infractions au code du travail (en particulier l'absence de contrat ...) vient d'être condamné à une amende de 10 000 francs bien que les juges aient considéré qu'il y avait une relation directe entre les infractions constatées et la mort de l'intérimaire.

10 000 francs, un intérimaire, ça ne vaut décidément pas grand chose...

Sébastien

(NDLR : L'entrepreneur directement responsable du chantier avait quant à lui été précédemment condamné à 6 mois de prison .... avec sursis.)

Depuis le 18 mars 1996, nous, sans-papiers, sommes sortis au grand jour et avons décidé de lutter pour mettre fin à cette situation de précarité intenable dans laquelle les lois racistes et anti-immigrés dont font partie des lois Pasqua et Debré, nous avaient jetés.

NOTRE LUTTE CONTINUE, "DES PAPIERS POUR TOUS."

Le Collectif Toulousain des Sans-Papiers existe depuis septembre 96. Nous avons mené différentes actions, afin d'attirer l'attention de l'opinion publique et nous avons interpellé le préfet pour exiger la régularisation de notre situation.

Jusqu'à présent, sur 80 dossiers déposés, 7 personnes se sont vues remettre un récépissé de trois mois sans droit au travail. Ces régularisations, si elles sont une première victoire, ne sont ni satisfaisantes ni définitives. Nous refusons ce traitement arbitraire basé uniquement sur le bon vouloir de l'administration, en l'absence de règles claires : les personnes régularisées se trouvent dans des situations identiques à celles d'autres membres du collectif auxquels le préfet refuse tout titre de séjour.

Nous invitons tous ceux et celles qui ont manifesté contre la loi Debré à se battre à nos côtés. Dans le pays, on a vu des gens de tous horizons, refuser la logique du bouc émissaire qu'entraîne le durcissement constant des lois sur l'immigration. Ces durcissements successifs qui créent des sans-papiers, nous les connaissons bien.

Avec ces lois, ce sont aussi vos droits qui sont remis en cause.

Collectif Toulousain
des Sans Papiers
3 cheminement AURIACOMBE
31100 TOULOUSE

c Infos-Infos-Infos-Infos Vite

COMITE DE SOUTIEN A OLIVIER

Le comité de soutien à Olivier, ouvert à tous les individus qui veulent se mobiliser, se réunit à l'ancienne Gare Routière (rue Stalingrad). Prochaine réunion : Mardi 20 mai à 20 h 30. Une permanence est organisée tous les vendredis de 18 à 19 heures au local C.N.T. (05 61 52 86 48).

PEAGE DE ROQUES: POURQUOI NE PAS LEVER LES BARRIERES TOUT DE SUITE ?

Comme nous le soulignons en page 2, le péage de Roques a vécu. Il doit devenir gratuit au 1er janvier 98.

D'ici là, comme il n'y a pas de petits bénéfices, les A.S.F. entendent continuer à faire payer les utilisateurs.

Le Collectif anti-péage continue donc son action et lance une nouvelle pétition pour demander au préfet de faire lever les barrières aux heures de pointe du lundi au vendredi de 7 à 9 heures et de 16 h. 30 à 19 heures.

Il organise également une grande fête (meeting, repas champêtre dansant) le samedi 24 Mai 1997 à partir de 17 heures au ramier du Vernet (31) sur les rives de l'Ariège.

Pour plus d'info : Collectif anti-péages et de défense du service public, 109 rue Négreneys, 31200 Toulouse. Téléphone : 06 09 57 52 38.

STOP GOLFECH EN PROCES

Du 8 au 11 mai 96, André CROUZET, Pierre KUNG, Benoît POTEL ont occupé une des tours de refroidissement de la centrale nucléaire de Golfech.

Le 20 novembre 96, le Tribunal de Grande instance de Montauban les a mis en examen pour ... "violation de domicile". Cette mise en examen arrive alors que plusieurs sympathisants de Stop-Golfech ont reçu la visite des gendarmes sous divers prétextes, tentant à destabiliser le mouvement.

Dans ce contexte, les trois militants de Stop-Golfech ont déclaré que le tribunal leur servirait de tribune. Ils sont toujours aussi déterminés à continuer leurs actions pour briser ce tabou en France, et ils invitent à :

- écrire au Tribunal de Montauban,
- à les aider financièrement,
- à venir les soutenir lors du procès (date non connue au moment ou nous rédigeons).

Pour plus d'info : V.S.D.N.G., 108 Bd de la Liberté, impasse Darnalt, 47000 Agen (mention procès sur les chèques).

SOUTIEN AU MOUVEMENT DES PAYSANS SANS TERRE

Diverses manifestations de soutien au mouvement des paysans sans terre du Brésil (voir en page 8) sont programmées un peu partout dans le Monde. A Toulouse, Frère des Hommes et Amnesty International organisent :

- la projection d'AME CORSAIRE de Carlos Reichenbach - Ciné UTOPIA, 3 rue Montardy, 15 Mai, 20 h 30
- Une exposition "Terra, l'enjeu politique des Brésiliens" à la librairie Ombres Blanches (jusqu'à fin juin).

CHARTERS DE LA HONTE.

Air France s'autorise à embarquer de force des sans-papiers expulsés dans des conditions scandaleuses : les expulsés sont bâillonnés, drogués, enchaînés, insultés et matraqués. Les familles sont séparées. Les malades sont envoyés à une mort certaine par manque de soins.

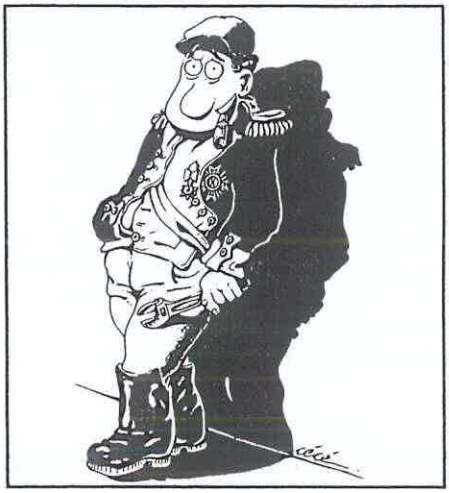
Un collectif s'est monté pour appeler les usagers d'Air France et de ses filiales (Air Charter, Go Voyages, Jumbo) à boycotter l'entreprise tant qu'elle organiserait des charters de la honte. Il appelle également le personnel à terre des aeroports et le personnel de bord à refuser de collaborer à ces embarquements forcés et aux décollages.

Plus d'info : "Harcelez Air France", C/o BD, 64 rue Rébéval, 75019 Paris.

LE BILLET DE GEORGES

En tant que chômeur (et membre de la section chômeurs-précaires de la C.N.T.-A.I.T.) je me suis présenté à Tarascon sur Ariège pour la "marche des chômeurs". Ça faisait plutôt kermesse à majorettes, avec les associations et les traditionnels syndicats-comiques. Dans cette ambiance, je me suis retrouvé plutôt seul. Heureusement, avec quelques copains de la F.A., nous avons pu faire une émission à la radio locale et décortiquer ce que nous sommes pour faire évoluer les mentalités et créer la solidarité internationale entre les travailleurs opprimés puis foutre simplement le capitalisme en l'air.

Georges.



PREMIER MAI SOLIDAIRE.

Aujourd'hui, le 1er Mai n'est qu'un jour férié, le jour de la fête du travail. Mais, peut-on fêter notre exploitation ? Certains ont oublié les raisons de ce jour de manifestation internationale des travailleurs contre la répression : le souvenir des martyrs de Chicago. Les "grands" syndicats ont tout fait pour cela. Il est vrai que ceux de Chicago étaient libertaires et que leur message est incompatible avec la fonction de courroie de transmission de l'Etat et du patronat que jouent les syndicats majoritaires.

Comme l'an dernier, la C.N.T.-A.I.T. avait décidé cette année de ne pas participer à la traditionnelle manifestation plan-plan du centre ville et, au contraire, d'organiser un rassemblement autonome là où sont concentrées les populations les plus exploitées, celles qui sont les victimes du chômage, de la misère, avec tout leur corollaire, l'intimidation permanente et le racisme. En un temps où l'on parle beaucoup de lutte contre le F.N., nous avions choisi d'aller là où l'extrême droite travaille sur le terrain à monter les gens les uns contre les autres.

A 10 h 30, les militants du reste de la ville ont donc rejoint ceux du quartier pour dresser un stand en plein coeur de Bellefontaine, sur la dalle. Très vite, le stock de tracts a été épuisé. Mais le plus important, ce sont les multiples échanges -parfois simplement quelques mots, parfois de très longues et profondes discussions- qui se sont noués tout au long du matin entre les militants et de très nombreux habitants de tout âge et de toute origine. Le tout dans une ambiance très détendue mais parfois empreinte de beaucoup d'émotion, comme avec ce viel habitant, qui, bien que ne partageant pas nos opinions, a chaleureusement remercié des militants d'une présence qu'il vivait comme une marque de solidarité lancée à la face de la société du mépris.

LES MEDIAS : INFORMATION, DESINFORMATION

Dans notre société capitaliste qui engendre misère, famine..., dans notre société où seule l'exploitation (des peuples colonisés...) crée des richesses, les médias jouent un rôle permanent de désinformation. Il y a seulement un ou deux ans, les médias se réjouissaient de la disparition de la lutte des classes en citant la dégringolade de tous les indices de grève depuis des années. Maintenant, c'est le silence : pourtant, en 1995, il y a eu cinq fois plus de conflits qu'en 94 et deux fois plus qu'en 84 ! Si la révolution a lieu demain, peut-être le saura-t-on dans un mois ! Plus sérieusement, en inondant l'écran d'images fortes, les médias donnent une image imparfaite, tronquée, des réalités en jeu dans les conflits sociaux; pas étonnant quand on sait que les médias sont aux mains de la classe des possédants (dictateurs, industriels et politiciens). Non à la télé poubelle. Non au bourrage de crâne. Non à la pensée unique. Les ***J*** eunes ***L*** ibertaires t'invitent au débat public : Les médias : information, désinformation le 9 mai à 20 h 30 au local de la C.N.T

Les ***J***eunes ***L*** ibertaires regroupent des jeunes qui se reconnaissent dans les méthodes, principes et finalités de la C.N.T. Leur but est de propager les idées libertaires. Ils décident collectivement toutes leurs interventions et cherchent à favoriser : l'autogestion, le fédéralisme, l'anti-racisme, l'écologie, l'anti-électoralisme et l'instauration d'une société libertaire.

Mode d'Emploi

• **C.N.T. :** La Confédération Nationale du Travail, section française de l'**A.I.T.** (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans. • Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. • A travers son **C.D.E.S.** (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse **"Le Combat Syndicaliste"**. • Il existe une section chômeurs-précaires et une section universitaire • Les **Jeunes Libertaires** se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. • N'hésitez pas à prendre contact :

UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

(près de la rue PHARAON, quartier des Carmes-Salin)

ET UN N° DE TELEPHONE : 05 61 52 86 48 (répondeur)

• PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES A TOULOUSE :

- C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs, Section U.: le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)

- Tables de presse: aux Puces (place St Sernin), le dimanche en fin de matinée • aux RU du Mirail le mardi, de l'Arsenal le mercredi et de Rangueil le Jeudi, autour de midi.

- Débat "à bâtons rompus" le premier vendredi du mois, 20 h 30

- réunion des sections chômeurs précaires, universitaire : le deuxième lundi du mois à 20 h 30

• A MONTAUBAN la C.N.T. organise un débat public sur des thèmes d'actualité l'après-midi de chaque deuxième samedi du mois à la Maison du Peuple.

Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,
Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus. à verser au
C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

"La Lettre du CDES" ISSN 1166-CPPAP 72171-Imp.Spe. CNT/AIT-7 rue St rémésy 31000 Toulouse-Directeur J.PASTOR

La "goutte d'eau" en sursis, la vallée aussi.

Il y a quelques mois, réunion du SIVOM de la Vallée d'Aspe, le conseiller général Jean Lasalle et le président du SIVOM René Rose veulent imposer un vote à main levée pour obtenir le rachat de la gare de Cette-Eygun-Lescun qui abrite l'association la "GOUTTE D'EAU".

Tous deux seront entendus au tribunal, plus tard, pour des conversations qu'ils ont eu avec les incendiaires du wagon-couchette du refuge. Leur objectif : éliminer l'association du paysage valléen.

Sous la pression, au cours d'un vote finalement secret, il sera décidé de ce rachat. Depuis, c'est la bataille juridique. D'abord menacée d'expulsion, la "goutte d'eau" est aujourd'hui en sursis.

Nous avons profité d'un passage en Vallée d'Aspe pour interroger une militante de longue date de cette association : Marie.

• COMBAT SYNDICALISTE: A de multiples reprises, nous avons donné dans nos colonnes des informations sur la situation en Vallée d'Aspe. Peux-tu nous dire dans quelle situation se trouve aujourd'hui la "Goutte d'Eau" ?

• Marie : Nous bénéficions des lenteurs "juridico-administratives" ! Actuellement, un recours a été déposé au tribunal administratif de Pau, suite à la décision de la S.N.C.F. de vendre le refuge au SIVOM. Nous attendons le jugement. Actuellement, la "Goutte" continue à vivre. Nous accueillons toujours quelques exclus qui n'ont pas d'endroit où aller. Nous organisons des actions contre les travaux qui se poursuivent dans la vallée. Nous n'avons pas subi la même répression que les années précédentes à ce niveau. Pourtant, nos manifs, toujours pacifiques, sont déterminées. Il y a peu de temps une copine s'est attachée avec un antivol à un camion, nous avons bloqué des chantiers, réalisé des fresques ... il y a quelques temps, nous partions en taule pour moins que ça.

• C.S. : Aujourd'hui, la lutte contre le tunnel du Somport est beaucoup moins médiatique. Est-ce que cela se ressent dans le mouvement de soutien à la lutte. Les gens sont-ils toujours aussi motivés ou pas ?

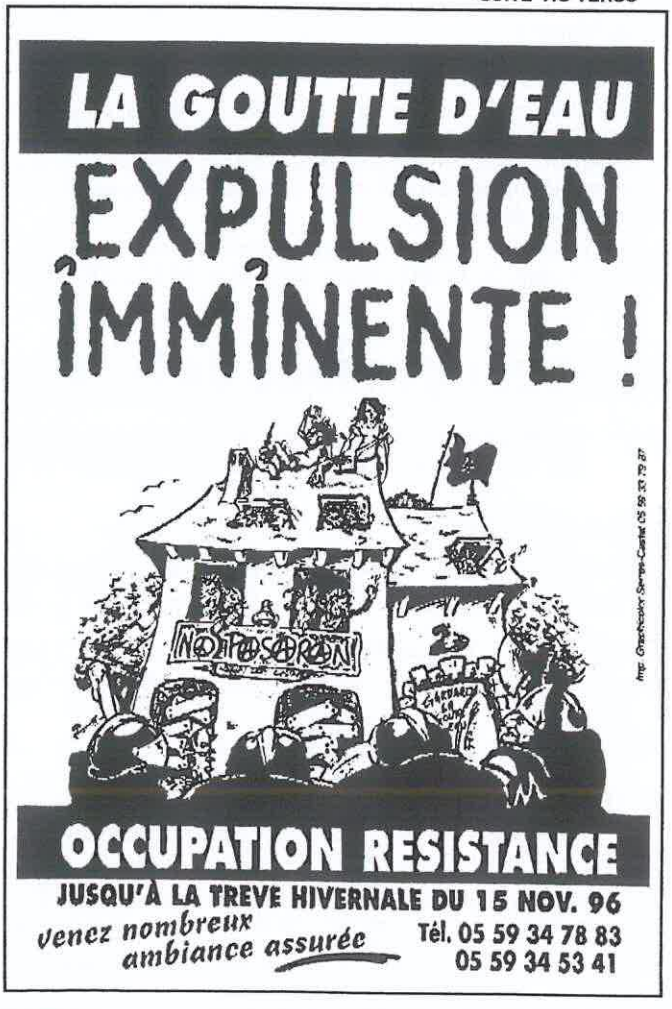
• Marie : Notre motivation est toujours la même. Nous ne nous situons pas par rapport aux médias. Je regrette un peu aujourd'hui de voir l'importance qu'ont pris, à un moment donné, les médias dans la lutte. Finalement, avec les actions menées conjointement par le comité valléen et le comité Somport - Vallée d'Aspe, les seules actions concrètes sur le terrain ont été impulsées par les militants de la CSAVA. Beaucoup de gens venus de loin se sont mobilisés sur un phénomène e mode. Or, cette lutte est très longue (et c'est pas fini !), on ressent de ce côté un phénomène d'épuisement. Mais ce manque de motivation continue, on le voit de toutes parts dans cette société à l'heure actuelle.

• C.S. : Un jour le Somport, un autre l'autoroute 51, puis un autre, une nouvelle lutte. Les luttes écolos à la mode se suivent et passent... Craignez-vous ce phénomène alors que la lutte n'est pas fini et que finalement les gros travaux destructeurs dans la vallée ne font que commencer ? • Marie : C'est le phénomène de mode dont je parlais. C'est d'ailleurs très compréhensible : les militants sont loin. Ils sont sensibilisés à plein de lutte pas plus éloignées de chez eux que celle-ci. Ils ne se rendent pas compte justement que rien n'est perdu ici parce qu'ils n'ont pas la réalité sous les yeux. Il y a un problème de conscience politique qui joue certainement aussi. On se dirige vers les luttes dont on entend parler sur le moment sans réaliser le danger qu'il peut y avoir à ne pas assurer un suivi et finalement abandonner des luttes en cours de route. Je crois que ceci est dû principalement au système qui nous pousse toujours plus vers de l'individualisme (au plus mauvais sens du terme), de l'égoïsme, on se referme sur son mal être et finalement, on ne réfléchit que superficiellement

• C.S. : Aujourd'hui, qu'elles sont les perspectives de la lutte contre le tunnel ?

• Marie : Toujours les mêmes ! Le tunnel est creusé, mais les conséquences les plus nuisibles pour la vallée ne sont pas encore réalisées. Le tunnel est l'arbre qui cache la forêt: on s'est battu contre lui parce qu'il implique la construction d'une double voie synonyme de mort pour la vallée. Nous avons tous fait une erreur en focalisant sur le tunnel. Aujourd'hui, les gens ont l'impression que c'est foutu, que c'est fini parce que le tunnel est creusé. Or,

•SUITE AU VERSO



CONTRE LA CENTRALE NUCLEAIRE DU CARNET RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL LE 1ER JUIN

Après un calme relatif de 93 à 96, le site du CARNET est à nouveau dans le collimateur. Alors que nous pensions être débarrassés de toute menace nucléaire, nous assistons à une nouvelle offensive d'E.D.F. qui, aujourd'hui révise plus son vocabulaire que ses procédés. Rappelons les faits :

• 1981 : projet d'une centrale nucléaire au Carnet,
• 1982 : premières campagnes et premières interventions d'escadrons de gendarmerie face à la forte mobilisation contre ce projet. Les études géologiques mettent notamment en évidence une zone sismique.
• 1988 : enquête d'utilité publique sous haute surveillance policière. L'implantation d'une centrale nucléaire est déclarée d'utilité publique malgré une importante opposition au projet. Il est prévu de construire une centrale nucléaire en deux tranches de 1 400 MWE avec deux tours de réfrigération de 180 m. de hauteur et une emprise totale au sol de 125 ha.
• Du 18 juin au 18 juillet 96 une enquête d'utilité publique est réalisée pour le remblaiment d'une zone humide de 51 ha. d'un grand intérêt écologique (superbe roselière, espèces animales en voie de disparition...). Coût de l'opération : 300 millions.

Pourquoi ce remblaiment ? Le temps presse pour E.D.F. qui doit engager des travaux avant la fin de l'échéance de la déclaration d'utilité publique (98). La nouveauté, c'est qu'E.D.F. parle maintenant de centrale thermique. Le mot "nucléaire" est proscrit du vocabulaire d'E.D.F. qui ne veut pas faire de vagues autour du projet. Pourtant la lutte s'organise :
• 20 octobre 96 : près de 4 000 manifestants sur le site,
• 25 janvier 97 : environ 5 000 manifestants dans les rues de Nantes,
• 12 mars : une centaine d'anti-nucléaires font reculer les engins d'E.D.F. qui avait décidé d'entamer les premiers travaux,
• 17 mars : des échauffourées ont lieu sur le site,
• 18 mars : suspension des travaux préliminaires : effet d'annonce dans le but de calmer les esprits et de démobiliser les opposants.
• 22 mars : malgré tous les discours, 8 000 personnes manifestent dans les rues de Nantes.
• 23 mars : occupation d'un local appartenant à E.D.F. à proximité du site.

Pour stopper le projet de centrale nucléaire au Carnet et le remblaiment de la zone humide nécessaire à sa construction. Pour inciter à une politique énergétique respectueuse de l'homme et de l'environnement, les opposants appellent à former une chaîne humaine le long de la Loire le dimanche 1er Juin.

La C.N.T. de St Nazaire sera présente lors de cette manifestation **(Pour contact: C.N.T., Maison du Peuple, Place Salvador ALLENDE, 44600 St NAZAIRE).**

Organisation pratique de la manifestation

Où ?: Point central au Carnet. La chaîne se déploiera par les routes en direction de Nantes et de St Nazaire.

Programme:

SAMEDI 31 MAI: Forums (après-midi), grand fest-noz (le soir, avec Gilles Servat et de nombreux groupes bretons).

DIMANCHE 1er JUIN: Constitution des chaînes humaines à 10h30, puis concert de soutien et forums.

Comment participer ?:

Faites parvenir à:
FEDERATION ANTINUCLEAIRE - OPERATION CHAÎNE HUMAINE
76 rue JEAN JAURES, 44600 St NAZAIRE
une lettre précisant votre nom et le nombre de personnes qui s'engagent à participer avec vous, joignez une enveloppe timbrée à votre adresse (pour recevoir le plan indiquant votre place, les lieux de stationnement) et une petite participation aux frais d'organisation (2frs minimum par personne).

•SUITE DU RECTO

les gros aménagements de la R.N. 134 ne font que commencer. L'espoir, c'est qu'il existe encore un noyau dynamique, ici, à la "Goutte" qui veut faire des choses. Peut être que les expropriations et le début des travaux vont faire réagir les riverains du Somport jusqu'à Pau.

• C.S. : Et pour la "Goutte", quel avenir ?

• Marie : Rien n'est fait. Le rachat, synonyme d'expulsion, n'est pas une volonté populaire. Nous ne rencontrons pas une hostilité générale comme certains ont pu le dire. Pas mal de valléens n'ont pas trouvé normal l'incendie de notre wagon. La plupart n'ont pas envie de voir leur argent servir au rachat d'un bâtiment comme il y en a beaucoup sous prétexte de règlement de comptes. La décision a été prise par des élus (et encore pas par tous !) qui obéissent à deux personnages qui s'acharnent contre nous : Lassalle et Rose.

• C.S. : Les incendiaires du wagon-couchette de la "goutte" n'ont pris que du sursis (excepté un qui a pris 15 jours de prison ferme, couverts par la préventive), comment avez-vous accueilli cette décision ?

• Marie : C'est notre wagon qui servait de refuge qui a été incendié et nous n'avons rien reçu ! On nous reproche de ne pas avoir fourni les statuts de l'association assez tôt ! nous sommes en appel de cette décision en juin. Pour les condamnations, je ne souhaite la prison à personne. Je constate simplement que si la justice avait dû être aussi sévère avec les incendiaires qu'elle l'a été avec les anti-tunnels, ceux-ci auraient dû prendre perpétuité et ils n'auraient jamais assez d'argent pour payer les amendes !

• C.S. : Des actions sont-elles prévues prochainement ?

• Marie : Il y aura encore des actions pour stopper les chantiers au cours de l'été. D'autre part, nous organisons trois journées de soutien à la "Goutte" les 12, 13 et 14 juillet. Au programme : manif de soutien, ateliers de réflexion, concert, projets d'actions...

Pour en savoir plus, téléphonez-nous au 05 59 34 78 83.

7 ARSENAL DE TARBES

Brèves

Grâce au réseau internet, utilisé par l'EZLN, mouvement de guérilla du Chiapas (Mexique), nous avons eu la triste surprise d'apprendre que le matériel utilisé par l'armée mexicaine pour la répression des rébellions indiennes était composé pour une bonne part de fabrications militaires françaises (véhicules Panhard, matériel et munitions Giat Industries...).

A l'heure où les emplois sont menacés à l'arsenal de Tarbes, avec tous les drames que cela implique pour la région, il nous paraît urgent de se poser une nouvelle fois le problème : faut-il accepter, au nom de la sauvegarde de nos emplois, de continuer à construire des équipements qui serviront à massacrer des milliers d'individus aux quatre coins du monde ? Dans ces endroits où la mitraille répond aux cris de famine des peuples ou aux espoirs de justice des opprimés.

Certains rétorquent que **"les gouvernements de ces pays-là sont les seuls responsables et, de toutes façons, s'ils ne peuvent plus acheter d'armes en France, ils les achèteront ailleurs. Alors, autant que nous les vendions nous-mêmes, car au moins ça maintient nos emplois".** Nous avons pu constater amèrement que ceux qui nous tenaient ces propos étaient souvent des militants syndicaux ... C'est dingue ! C'est comme si, par exemple, les trafiquants de mort du cartel de Médelin nous déclaraient **"... de toutes façons, ils achèteront de la drogue ailleurs, alors autant continuer à la fabriquer ici, car au moins ça nous permet de conserver nos emplois...".**

Et quant aux partis de gauche, que dire d'eux sinon qu'ils ont tout renié ?

Pour notre part, nous refusons de nous inscrire dans cette logique. L'arsenal de Tarbes doit fabriquer autre chose que des armes. Il faut exiger et obtenir la conversion des industries d'armement en productions d'intérêt général.

Travaillons pour la vie, plus jamais pour la mort.

C.N.T.-A.I.T. - TARBES

DE QUOI DEMAIN SERA-T-IL FAIT?

Le travail, le chômage : que ce soit pour leur répartition ou leur réduction, ces sujets ne sont traités par les patrons et les politiciens que de façon superficielle et tendancieuse, sans une remise en cause du système tel qu'on le connaît. Leur "lutte contre le chômage" se borne à des transferts d'argent public vers le privé, à trouver l'acceptation des partenaires sociaux et de la population pour des impératifs capitalistes de consommation : productivité, rentabilité, restructuration, flexibilité.

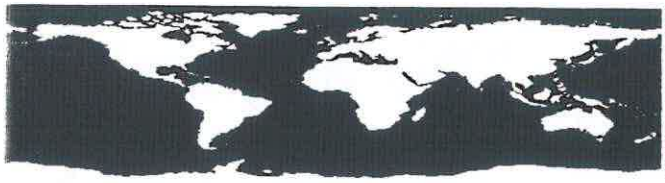
Un bon réservoir de chômage entretient le repli sur soi, la division maintient les salaires à la baisse et assure momentanément la paix sociale. Dans ce contexte, les employeurs bénéficient de ristournes faramineuses de l'Etat et peuvent restructurer et licencier à tour de bras selon leurs seuls intérêts financiers. Les actionnaires sont aux anges, les spéculateurs itou, les profits en bourse s'envolent et les banques se pâment.

Mais toi humain, dans cette jungle moderne, es-tu né pour être précaire ou turbiner 8 heures par jour avec un petit roquet en guise de chef, pour un travail forcé et un salaire de la peur ? Ta seule vocation, ton unique talent, serait-il d'être seulement consommateur et de perdre ta vie à la gagner, sinon de sombrer dans la spirale des "sans" (-emploi, -ressources, -toit, -dignité) et de la misère.

Pourtant, ne penses-tu pas qu'il soit possible de subvenir à nos besoins en travaillant tous, moins, autrement, par la répartition des richesses, en décidant nous-mêmes ce qui qu'il est utile de produire ou pas, sans critère de profit ? C'est à nous tous de discuter, de nous organiser autrement que tous les modèles déjà en place, en privilégiant les rapports directs entre humains qui, eux,, seront certainement plus porteurs d'avenir que les cours de la bourse.

Syndicat des travailleurs, chômeurs et précaires C.N.T.-A.I.T. de l'Essonne.

"Dis Eugène!"



INTERNATIONAL

Immigrés albanais contre l'oppression

A Peristeni (région d'Athènes) les organisations libertaires ont manifesté avec les réfugiés albanais pour dénoncer la situation d'un pays que les médias au service du pouvoir qualifient d'"anarchique" alors qu'elle est le résultat du capitalisme le plus sauvage et le plus crapuleux. Nous traduisons ici le tract distribué lors de cette manifestation.

La pauvreté économique, la vie difficile, cinquante années d'oppression et de répression, l'effondrement des banques pyramidales, l'augmentation des prix, la fraude de l'Etat en Albanie... Le peuple albanais ne peut plus supporter les jeux que le gouvernement fait sur sa peau. Nous, albanais, ne croyons pas que la révolte en Albanie ne concerne que le peuple albanais.

Les raisons de la révolte en Albanie, nous les avons retrouvé, plus ou moins identiques, en Grèce comme dans le reste du monde. Personne ne pourra jamais être solidaire avec les albanais si lui même ne fait rien contre sa propre oppression.

L'information est fortement erronée. Les journalistes expriment toujours leurs propres opinions ou l'opinion de ceux qui ont intérêt à maintenir les yeux du peuple fermés. Le message des protagonistes de la révolte n'est pas arrivé ici tel qu'il a été envoyé. Il a été manipulé. Les rebelles ne veulent pas seulement la restitution de leur argent. Ils n'ont pas pris les armes que pour cela.

Ils veulent être les maîtres de leur propre destin, d'un destin qu'ils veulent bien différent de tout ce qu'ils ont souffert jusqu'à maintenant. Ils ne luttent pas pour leurs convictions politiques, mais ils luttent pour une vie meilleure, pour une vie plus libre.

Le message des révoltés albanais aux opprimés du monde entier est clair : " tu ne peux retrouver ce qui t'a été soutiré en protestant ou en demandant la charité ; c'est seulement en luttant, en te rebellant contre les oppresseurs, que tu seras libre".

C'est pour tout cela que nous avons choisi cette voie.

PERSONNE NE PEUX TE DONNER TA LIBERTE, TU LA CONQUIERS AVEC TA FORCE, AVEC TON SANG !

(Immigrés Albanais contre l'oppression. - Info A.I.T.)

BRESIL : L'OCCUPATION DES TERRES EST LA SEULE SOLUTION

Le 7 sept 79, une centaine d'hommes et de femmes occupèrent pour la première fois, sans autorisation, des terres non exploitées dans le sud du Brésil. Le Mouvement des Paysans Sans Terre était lancé. Avec lui, une stratégie basée sur l'occupation des terres.

Lorsque les négociations concernant l'expropriation légale de terres non cultivées ont échouées, les paysans passent maintenant aux actes : de nuit, à plusieurs dizaines ou centaines, ils s'installent sur les friches. Ils édifient en quelques heures des campements dans lesquels ils s'installent au nez et à la barbe des autorités. En 1995, 140 000 familles étaient installées sur 7 millions d'hectares. Ces occupations ne se font pas sans risque : le 17 avril 96, 19 paysans ont été assassinés par la police militaire dans l'Etat du Para. Le 16 janvier 97, deux autres paysans ont été assassinés par des milices privées à Rio Bonito, et dans les jours suivants, cinq autres ont été assassinés dans l'Etat du Para.

En ce moment, des milliers de paysans convergent vers Brasilia pour réclamer la fin de l'impunité pour les responsables de la violence rurale.

(Info : F.D.H.)

5000 indiens d'Amazonie menacent de se suicider

Les explorations pétrolières de l'Occidental Petroleum (multinationale américaine), risquent de condamner le peuple des U'wa à l'extinction totale.

Les U'wa constituent une communauté de près de 5 000 personnes vivant au Nord-Est de la Colombie. Pour eux la terre est une mère sacrée, le pétrole est le sang qui lui donne la vie en soutenant les lagunes et en régulant les tremblements de terre. Ce peuple refuse toute prospection pétrolière et préfère se donner la mort plutôt que de voir exploiter sa terre.

Malgré l'opposition des U'wa, le Conseil d'État de Colombie (la plus haute institution judiciaire du pays) vient d'autoriser les explorations sismiques sur leur territoire afin d'y rechercher du pétrole. La compagnie américaine Occidental Petroleum par l'intermédiaire de la Compagnie Occidentale de Colombie (filiale de la multinationale nord-américaine O.X.Y.), grâce à un contrat avec l'entreprise gouvernementale colombienne de pétrole (Écopétrol) devrait bientôt commencer ses recherches.

Des organisations de défense des communautés indigènes et des organisations écologistes ont commencé une campagne de protestation internationale pour empêcher la disparition imminente de toute la communauté U'wa, qui se sent si gravement menacée culturellement et écologiquement qu'elle préfère sa disparition volontaire en masse.

On peut se joindre à cette campagne auprès de :

- Organizacion Nacional Indigena de Colombia (ONIC), C/13, Numero 4-38, Bogota, Colombie.
- Fax : 57 1284 34 65
- e-mail : onic@colnodo.apc.org.col

La section de l'AIT (Alas de Xue) demande que partout aient lieu des interventions auprès des intérêts colombiens et de l'Occidental Petroleum.

Information transmise par l'AIT

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.D.E.S. Midi-Pyrénées - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro spécial 75 - Mai/juin 2002 - 0.5 Euros

Elections législatives 2002 : appel à l'abstention

Communiqué de la C.N.T.- A.I.T.

Nous tenons à saluer les vingt pour cent d'abstentionnistes du deuxième tour des élections présidentielles (plus de vingt et un pour cent à Toulouse). Malgré le battage médiatique ils n'ont pas cédé au chantage et ont réaffirmé leur refus du compromis. Ils ont compris que c'est la soumission qui fait le lit du fascisme. D'autres qui ont voté ou voté blanc nous ont avoué leur déception et leur amertume après le deuxième tour de ces élections présidentielles. Nous encourageons ces derniers à pousser plus loin leur réflexion et à s'abstenir de voter aux prochaines législatives. En effet, les partis politiques qui ont tous accepté de passer sous les fourches caudines du chantage électoral sont directement responsables de la montée en force des thèmes rétrogrades, sécuritaires, racistes, anti-jeunes qui ont envahi notre quotidien comme l'utilisation du flash-ball ou l'augmentation du nombre des bavures policières.

Quel que soit le résultat des élections, la prochaine assemblée législative agira pour aggraver l'exploitation capitaliste et attaquer les conditions de vie de la majorité d'entre nous, à commencer par les plus précaires comme les chômeurs ou les sans papiers.

Il n'est donc pas question de donner à tous ces politiciens qui nous préparent de mauvais coups une quelconque légitimité. Par conséquent nous renouvelons notre appel à l'abstention et à l'organisation à la base pour construire au quotidien les conditions d'un autre futur.

CNT–AIT, Toulouse 22 Mai 2002

A NOS LECTEURS

En réponse à l'actualité, nous avons édité, entre les deux tours de la présidentielle, un premier numéro spécial (N° 74) de notre journal le lundi 29 avril. Nous publions ce 27 mai ce deuxième numéro spécial (N° 75). Nous reprendrons la publication sous la forme habituelle fin juin (N° 76, pour le numéro d'été).

Sur votre agenda

Montauban, samedi 1er juin

14 heures, Maison du Peuple (Salle Buisson), Rue Michelet, débat public de la CNT-AIT sur l'abstention.

Toulouse, vendredi 7 juin,

20 h 30, local CNT, 7 rue St Remesy, débat public "à batons rompus" organisé de la CNT-AIT: les médias

Toulouse, vendredi 14 juin,

20 h 30, au local de la FOL, 31 rue des Amidonniers, débat public organisé par la CNT-AIT sur l'abstention.

POUR PARTICIPER A LA CAMPAGNE

Pour participer à la campagne, vous pouvez commander autocollants, tracts, affiches, brochures... (voir C.S. N° 72). A Toulouse, vous pouvez aussi passer à la permanence ou laisser un N° sur le répondeur (05 61 52 86 48) si vous voulez participer à une distribution de tracts, un collage d'affiches...

En réponse à plusieurs demandes, nous rappelons que la reproduction de nos textes est non seulement libre (aucun copyright) mais recommandée.

PERMANENCES / TABLES DE PRESSE

A Toulouse, une permanence publique se tient au siège du syndicat, 7 rue St Remesy, tous les Samedi de 17h à 19h. Une table de presse est assurée tous les Dimanche au marché St Sernin à partir de 10h30. Une autre au RU du Mirail.

A Montauban (Adresse : CNT AIT, BP 158, 82001 Montauban Cédex) : Table de presse tous les Samedi au marché Prax Paris à partir de 10h30 .

SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS

Les sans-papiers organisent un rassemblement de solidarité pour exiger la régularisation de tous Samedi 15 juin à 15 heures, dans le quartier de Reynerie, place Abbal (directement à la station de métro Reynerie).

La manipulation électorale

Le soir du premier tour des élections présidentielles, les médias, qui venaient d'apprendre un peu avant nous les résultats des votes, ont dû se frotter les mains d'avoir des nouvelles aussi inattendues à nous servir. C'est la réaction banale du journaliste banal qui a depuis longtemps oublié le sens des "informations" qu'il nous diffuse, et ne se situe plus que dans la logique du "scoop", de l'exclusivité, de l'audience et des parts de marché. Mais après cette première réaction, il faut savoir exploiter la situation. Pour les élections, rien de plus simple. Le vent n'étant pas encore tout à fait en faveur de l'extrême droite, la clique au pouvoir, droite et gauche confondues, ont eu beau jeu d'en appeler au "sursaut démocratique" : "Tous unis contre le F-haine". Et pourtant, les élections ne sont-elles pas le principal acte démocratique des démocraties représentatives ? N'est-ce pas à peu près le seul moment où les dirigeants demandent son avis à la population ? Qu'est-ce qu'il y avait donc de non démocratique dans l'arrivée du candidat du FN au deuxième tour des élections présidentielles, si ce n'est le parti lui-même ? Mais alors, pourquoi une démocratie accepte-t-elle la candidature de partis anti-démocratiques ?... Quoi qu'il en soit, pendant deux semaines, le niveau de propagande a atteint des sommets sans aucun doute comparables à ce qui se faisait sous Vichy ! A part LO, ils sont tous montés au créneau, la Ligue qui se prétend révolutionnaire comprise ! Et tout ça pour que Chirac obtienne un score digne des "républiques bannières"; parce que rien qu'avec les voix de la droite, même si toute la gauche s'était abstenue, c'était Chirac qui, mathématiquement, devait l'emporter.

En matraquant sur toutes les ondes et dans tous les journaux que le FN était la pire des calamités, ils se refaisaient une virginité, eux qui ont axé toute leur campagne du premier tour sur "l'insécurité" et donc sur une reprise en main de la situation par la répression (plus de flics, de prisons, y compris pour mineurs, tolérance et impunité zéro, etc...), ce qui a toujours été le thème favori des fachos. Ils n'avaient donc pas d'arguments de fond à opposer au FN, c'est pourquoi ils ont fait appel à la crainte viscérale du fascisme, appelée "sursaut démocratique". Il ne s'agit pas ici de critiquer cette crainte, qui est légitime, mais de dénoncer les manipulations qui l'ont utilisée pour faire plébisciter celui qu'ils appelaient jusque là un "escroc", dont le programme ressemble étrangement à celui du "facho".

Faire craindre le pire pour faire accepter le mal est une tactique éprouvée qui vient donc encore une fois de montrer son efficacité. Tous ceux qui s'y sont laissés prendre cette fois-ci vont-ils tomber dans le même panneau aux prochaines élections législatives ? Ce qui est sûr, c'est que le piège est déjà tendu : après avoir fait l'analyse que la multiplication des candidats (à gauche) avait permis à celui du FN de doubler celui du PS, la clique politico-médiatique nous ressort une multitude de candidats à la députation : plus de 8 500 ! Il fallait soi-disant s'unir pour faire barrage au FN, et voilà qu'ils reviennent tous en ordre dispersé ! Qui peut encore croire que le FN leur fait peur ? Nous sommes les moutons auxquels le berger fait craindre le grand méchant loup pour pouvoir nous mener où il veut !

En fait, dans ce système marchand, un petit détour par les intérêts financiers des partis politiques montre bien où sont leurs véritables préoccupations, qui n'ont rien à voir avec la peur du fascisme. On sait que les partis qui attirent au moins 5% des électeurs lors d'une élection présidentielle reçoivent assez d'argent pour rembourser leur campagne électorale. Ce qui permet entre autres de comprendre pourquoi LO et la LCR, après avoir parlé d'un candidat commun, ont finalement fait cavalier seul. Mais les élections législatives sont encore plus lucratives. La loi sur le "financement de la vie publique" permet à l'Etat de financer tous les partis politiques qui proposent des candidats dans au moins 50 circonscriptions (sur 577). La première moitié de la somme est répartie selon les voix obtenues : chaque électeur rapporte 1,7 euros par an au parti pour lequel il a voté. Plus un parti présente de candidats, plus il aura d'électeurs et plus il aura d'argent. Il y a environ 41 millions d'inscrits sur les listes électorales, ce qui ferait presque 70 millions d'euros si personne ne refusait de voter. Mais ce n'est que la moitié de ce qui est versé aux partis. L'autre moitié sera distribuée en fonction du nombre de députés élus à l'Assemblée, à raison de 44 200 euros par député. On comprend pourquoi plein de petits partis émergent à chaque élection, sans aucune crainte de faire passer le FN ou n'importe quoi d'autre devant des partis qui leur sont plus proches. Ce n'est pas pour des idées qu'ils se battent, c'est pour obtenir le fric qui leur permettra de vivre pendant 5 ans !

Lily ◆

Nos amis les citoyens

Le mouvement citoyenniste aime à s'enrober d'un parfum libertaire (quand cela ne lui coûte rien). On le sait, José Bové, *"anarcho-syndicaliste déclaré"*, a fait des pieds et des mains pour pouvoir voter Chirac. Mais nos amis les citoyens vivent bien d'autres aventures électoralistes :

Attac, tête de liste de la myopie politique.

Dans l'éditorial de *"Le printemps d'Attac de Midi Pyrénées"*, écrit avant le 21 Avril, on pouvait lire (page 2) : ***"Cela fait quatre ans qu'Attac existe et l'Association, n'a jamais présenté, ni soutenu de candidat... et ce n'est pas en 2002 qu'elle va commencer!".*** La suite a prouvé que ces nobles propos ne valaient pas tripette : ils se sont tous précipités dans le vote Chirac !

J.B. ◆

Motivé-e-s : pour l'abstention... en Algérie !

En Algérie, les assemblées de village et de quartier, les Aarch, contestent le système électoral, des bureaux de vote sont attaqués et des urnes sont brûlées. Les habitants ne veulent pas que les politiciens décident à leur place. C'est un véritable mouvement social et démocratique direct qui se produit. Comme en Argentine, les syndicats, les partis et autres déchets associatifs sortis par la porte essaient de rentrer par la fenêtre.

A Toulouse, les réfugiés Kabyles sont "soutenus" par... Takticollectif. Ce collectif décidément très tactique est l'initiateur de la liste "Motivé-e-s" aux municipales 2001. Motivé-e-s présente actuellement dans la 1ère circonscription un candidat S. Amokrane, membre fondateur de Takticollectif et élu au conseil municipal toulousain. Encore donc un gros mensonge par omission de nos amis les citoyens.

En effet, signer Takticollectif d'un côté pour soutenir les abstentionnistes algériens, peu au fait des réalitées politiques locales, et signer Motivé-e-s de l'autre pour appâter l'électeur français, cela s'appelle de la manipulation. Bon enfin, ce gros mensonge leur permet d'écrire dans le tract intitulé *"Voter, c'est voter contre soi-même"* (en Algérie, bien sûr), que les Aarch sont les *"représentants du Mouvement Citoyen en Kabylie"*. Un gros mensonge donc, qui couvre une grosse manœuvre de récupération "citoyenne".

X ◆

Actions de la Cnt-Ait en Midi-Pyrénées

Nos lecteurs savent que depuis février 2001 et plus encore l'été 2001, nous menons, outre les campagnes abstentionnistes, une campagne contre le délire sécuritaire (campagne : l'insécurité, c'est le capitalisme). Ces campagnes ont été largement relayées dans la région, non seulement par les syndicats CNT-AIT, mais par des sympathisants qui s'auto-organisent. Dans tous les départements, des affichages ont eu lieu, des réunions et des actions, y compris dans de très petites localités. En ce qui concerne l'agglomération toulousaine, dans la seule période des deux tours de la présidentielle, 25 000 tracts ont été diffusés. Le 24 Avril, nous avons participé à une manifestation... pour dire que nous nous abstiendrions, une centaine de personnes ont participé avec nous à mener la contradiction.

Le rassemblement du premier Mai, nous l'avons organisé comme d'habitude, avec les Jeunes Libertaires, dans le quartier du Mirail-Bellefontaine. Pour situer le contexte cette année, il faut dire que le commissariat venait de brûler dans la nuit suite au décès d'un jeune, victime d'une course poursuite avec la police. Loin des *bobos* comme du *boborgne*, 200 personnes sont venues discuter avec nous, les habitants du quartier ont très bien vécu notre appel à l'abstention, si bien qu'au lieu d'aller à la campagne comme d'habitude pour pique-niquer, nous sommes restés sur place pour manger avec des habitants. Il y avait avec nous des sans papiers et leurs amis, des travailleurs d'ici et d'ailleurs. Entre eux qui ne pouvaient pas voter et nous qui ne le voulions pas, nous nous sommes bien compris..

Michel ◆

L'unité des libertaires à l'épreuve

Un an après *"l'appel à l'unité des libertaires"* dont nous avons déjà rendu compte dans le C.S., des lecteurs nous interrogent sur le devenir de cet appel. En cette période électorale, le groupe Albert Camus de la Fédération Anarchiste avait pris l'initiative d'une réunion des organisations libertaires de Toulouse le 5 février 2002 pour préparer une campagne abstentionniste. La CNT-AIT était présente ainsi qu'AL (Alternative Libertaire). D'emblée, les positions peu claires d'AL ont donné lieu à débat, car pour nous, la question de la participation aux élections politiciennes et professionnelles ne peut pas être éludée. C'est pourquoi La CNT-AIT a produit, lors de la réunion suivante, un communiqué*[1] qui maintenait nos positions de boycott total de toutes les élections et indiquait que c'est sur cette base que nous participerions aux actions unitaires. Suite à quoi AL et la FA restaient ensemble et préparaient un tract commun. Le 21 Avril 2002, jour du premier tour, la CNT-AIT a été la seule organisation à soutenir et à relayer l'action du groupe Albert Camus (C.S N° 73) qui appelait à un rassemblement devant l'usine A.Z.F. Les militants d'AL s'abstenant ... de venir. A partir du 22 avril, entre le groupe de la F.A qui a maintenu fort justement l'appel à l'abstention et AL, c'est la rupture. Il y a de quoi! Un tract d'AL stipule le 25/04/02 que *"Combattre Le Pen sur le terrain électoral est sans doute nécessaire"*. Un second appelle à construire sur la lancée **une gauche** *"Libertaire et Révolutionnaire"*. Tout cela ne nous étonne pas. Sur la question des élections, la plate-forme d'AL est explicite : en cas de présence du F.N. aux élections, quel que soit le niveau de l'élection, les militants d'AL doivent appeler à voter pour faire barrage...

Ceci démontre qu'entre les organisations libertaires, il y a de réelles divergences de fond. Rien ne sert de les masquer pour faire nombre. Au contraire : le débat de fond doit se mener avec rigueur en tirant des bilans de nos pratiques. L'unité de façade, celle affichée avant la crise, n'apporte rien. Le 21 Avril, les militants d'AL boycottent l'action du groupe Albert Camus. Après le 21 Avril, tout cela devient négatif, le groupe Albert Camus se voit obligé de faire un communiqué pour dénoncer AL avant le premier Mai (*"Le Monde Libertaire"* 2 Mai 2002). Résultat : Le premier mai, comme prévu la CNT-AIT organise son rassemblement du Mirail, AL manifeste avec les nouveaux adeptes de Chirac, quant au groupe Albert Camus, il se retrouve seul en opposition courageuse, mais marginale, à la manifestation officielle à laquelle participe son volatile allié.

D.D. ◆

* Voir la brochures"Propos de militants Anarcho-syndicalistes sur l'abstention"

Fascisme : ça commence où ?

Voilà le retour de la droite, portée au pouvoir par un vote massif pour "faire barrage" paraît-il au gros facho qui fait plus peur que celui qui vient d'être élu, alors que, d'aucuns, quelques jours avant le premier tour, lui prédisaient la prison même ! Tout ce beau monde de politicards, de véritables véroles de la société, de fascistes en puissance dans les faits... C'est un peu vite oublier "le bruit et l'odeur", Malik Oussékine, "Je suis fier de l'œuvre coloniale de la France", "Soutenez-moi, mais que ça ne se voit pas" (dixit Chirac au candidat FN en 88) ... Ils voudraient maintenant nous faire croire que la démocratie vient d'échapper au pire ; essayer de nous faire croire que le nouvellement réélu va nous préserver du pire, en faisant la politique qui est soi-disant réclamée par le bon peuple, une politique sécuritaire à faire pâlir d'envie le gros facho (qui est resté en rade, ce coup ci). Avec l'aide de tous les médias, faisant en cela et ouvertement le sale travail pour et par lequel ils existent, les légitimés par l'urne nous abreuvent de flots d'images de banlieue où l'on voit un ministre venu rétablir l'ordre, escorté par un escadron de gendarmerie et pavaner devant les caméras et journalistes "vedettes", nous montrant la mise au pli des "petits sauvageons" dans les cités. Et ce n'est qu'un début ! Si vous ne l'avez pas compris, la prochaine majorité est de droite, voire mâtinée d'extrême-droite, ou même tout bêtement de "gauche", dans tous les cas, il faut prévoir d'ores et déjà une politique ultra-répressive. Quels que soient ceux qu'une nouvelle fois le peuple ira se choisir pour maîtres, ils appliqueront tout simplement une politique fascisante sans le nom, avec la bénédiction des votants, auxquels j'ai envie de redire que le seul rempart pour éradiquer le fascisme ne peut être que dans la destruction du système capitaliste. Pour en finir avec le réformisme, il y a des solutions : c'est l'abstention révolutionnaire, la désobéissance civile et la grève générale.

Jules ◆

N'oubliez pas de vous abonner !

Abonnement un an :

Tarif normal : 7,5 Euros

Abonnement de soutien : 15 Euros ou plus

libellez vos chèques à l'ordre de :

CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

CDES, 7 rue St Remesy
31000
Toulouse
(05 61 52 86 48)

"La Lettre du C.D.E.S"
ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
Directeur J. Pastor IMP.SPE CNT.AIT
Ce journal a été rédigé et réalisé et à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail.

La Lettre du C.D.E.S.,
7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE.
ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171 -
ROUTAGE 205